

Attentats de Paris et "guerre à Daesh"

Les enjeux géopolitiques d'une sanglante attaque



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

Pour l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, c'est la question de notre "politique arabe" qui est aussi posée.

Le carnage du 13 novembre 2015 dans les rues de Paris, aux abords du Stade de France et dans une salle de spectacle, est une première, par son ampleur, dans l'histoire de notre pays. C'est la première fois en effet qu'une attaque terroriste de cette nature et de cette envergure - à la fois rustique et visiblement très bien organisée - provoque de tels dommages sur le territoire national. Le bilan est extrêmement lourd, cruel. Il a conduit le chef de l'État à décréter l'état d'urgence et la situation politique n'est pas à "l'union nationale" observée après les attentats du mois de janvier. Le climat aussi est lourd, notamment parce que tous les spécialistes avaient annoncé le risque d'une telle action, et prédisent que ce n'est sans doute pas la dernière. Loin d'être strictement "sécuritaire", le problème est de nature géopolitique. Les réponses devront donc l'être également.

"Nous sommes en guerre, a déclaré le Premier ministre à la télévision le lendemain des attentats. Annonçant vouloir répliquer "coup pour coup pour anéantir Daesh": "Nous frapperons cet ennemi pour le détruire, bien sûr en France mais aussi en Syrie et en Irak. Et nous répondrons au même niveau que cette attaque. [...] Et nous gagnerons cette guerre." L'intensification des frappes françaises en Syrie constitue l'une des premières conséquences de cette attaque terroriste sur le sol national. Mais l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin met en garde: "Ces attentats sont en grande partie liés à un processus historique qui s'est accru avec les interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye, et ailleurs et qui ont toutes rajouté de l'huile sur le feu. [...] Depuis 10 ans, les choses n'ont jamais cessé de s'aggraver et nous n'avons jamais gagné aucune de ces guerres. Cette approche-là, de guerre contre le terrorisme, n'est pas la bonne approche" (Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI, 15/11/2015). Derrière l'expression d'une opinion, il y a un fait: "déclarer la guerre" à l'État islamique exige de savoir qui il est, et ce que nous voulons. Sachant que le "front" est également intérieur: comme l'a rappelé l'islamologue Gilles Kepel (France 2, 14/11/2015), la France est "le plus gros fournisseur" de jeunes candidats au djihad, le pouvoir n'ayant pas vu ou anticipé l'émergence de ces terroristes "de 3^e génération".

Aux racines du mal: un "pourrissement" local et international

"L'État islamique est la résurgence d'un rêve médiéval qui va bouleverser durablement le Moyen Orient", écrivaient Olivier Hanne et Thomas Flichy de la Neuville dans l'édition revue et augmentée de leur ouvrage *L'État islamique*, primé par le Festival de géopolitique de Grenoble au début de l'année 2015. Des causes immédiates sont à l'origine de son apparition, puis de son développement. L'invasion américaine

L'attractivité de l'EI au sein de communautés en voie de réislamisation, notamment en Europe, doit beaucoup à la démonstration concrète de sa capacité à créer, hic et nunc, la base du califat mondial.

de 2003, bien sûr, qui a directement provoqué une résistance armée "du faible au fort", matrice du terrorisme, tout en aggravant les failles ethno-religieuses de la société irakienne. Mais aussi la compétition énergétique, les erreurs politiques du Premier ministre chiite Nûri al-Maliki (2006-2014), l'embrasement de la Syrie voisine à partir de 2011, ou encore l'opportunisme des clans et tribus sunnites, aux allégeances fragiles. L'avènement du Califat islamique répond aussi à des causes plus profondes, souterraines, de nature identitaire. "Une grande partie du succès de l'EI tient en effet à sa référence à un passé glorieux, lorsque Damas (avec la suprématie de la dynastie des Omeyyades, VII^e-VIII^e siècles) puis Bagdad (califat abbasside, VIII^e-XIII^e siècles) étaient capitales de l'Oumma" (note CLES n°163, "L'État islamique, laboratoire du siècle?", 11/06/2015). C'est ce qui explique, au-delà de moyens de propagande redoutablement efficaces, son attractivité au sein de communautés en voie de réislamisation - notamment en Europe. L'EI ne propose pas seulement "un sunnisme débarrassé du laïcisme et du baassisme": il entend imposer territorialement un islam "pur", rigoriste, capable de "concurrer les chiites irakiens pour le scrupule religieux". Et ce, dans une région où "la présence des mosquées, de l'histoire et des symboles musulmans imprègne la population et suscite le rappel du culte, même auprès des croyants tièdes voire éloignés".

Le renforcement de Daesh, et désormais son expansion hors de ses bases territoriales, doivent beaucoup à la dégradation de la situation en Syrie. Il convient ici de souligner la part de responsabilité qui incombe aux chancelleries occidentales - et en particulier française. Par le choix de soutenir et armer, dans le cadre d'une guerre civile, des rebelles "islamistes modérés" qui ont été naturellement, et rapidement, subjugués par plus radicaux qu'eux (État islamique mais aussi bon nombre d'autres factions islamistes telles que le Front al-Nosra, soit la branche syrienne d'Al Qaida, ou les djihadistes d'Ahrar Cham). Par l'illisibilité de certains choix diplomatiques aussi, américains puis français, Paris persistant à faire du départ d'Assad le préalable à toute solution politique, tout en se résignant à une "adaptation stratégique" au mois de septembre 2015, en décidant de frappes aériennes en Syrie. Mais si la France est aujourd'hui directement visée, c'est aussi parce qu'elle symbolise, au-delà de ses choix diplomatiques et de ses engagements militaires (y compris au Sahel), la quintessence du pays "impie", en raison de sa civilisation et en particulier de la revendication de sa laïcité. Car "le terme de laïcité renvoie pour beaucoup de musulmans aux heures sombres des répressions antireligieuses d'Ataturk abolissant le Califat, de Nasser emprisonnant les Frères musulmans, de Hafez el Assad les massacrant en Syrie ou de Saddam Hussein" (Pierre Conessa, rapport pour la Fondation d'aide aux victimes du terrorisme, décembre 2014, Diploweb.com).

S'il y a "guerre", qui est "l'ennemi"?

L'État islamique est aujourd'hui une puissance politico-militaire, comptant sans doute plus de 10000 combattants, dont l'ossature est fournie par d'anciens officiers de Saddam et des milices armées. C'est pourquoi il ne peut être vaincu par une simple campagne de frappes aériennes, même appuyée par des opérations spéciales. Seule une armée de puissance au moins comparable serait à même d'en venir à bout. C'est la conclusion à laquelle sont arrivés récemment les Russes. Mais c'est aussi le calcul des puissances occidentales et de leurs alliés, qui ont choisi depuis plusieurs mois de renforcer les moyens et la formation des *peshmergas* kurdes et de l'armée irakienne, en charge des combats au sol. Car ce qui fait la force de l'État islamique, son emprise territoriale, est également une faiblesse face à un adversaire déterminé, qui sait dès lors où frapper. Mais, comme le rappelle Dominique Moisi dans *Les Echos* (16/11/2015), "il nous faut comprendre sa stratégie et pour cela le reconnaître pour ce qu'il est, c'est-à-dire un adversaire intelligent et à sa manière parfaitement rationnel."

A l'instar d'Al Qaida dont il est pour partie issu, et conformément aux préceptes de l'islam, l'EI entend assurer l'avènement d'un califat mondial. Mais en s'assurant au préalable le contrôle d'une base territoriale sûre. Ce qui fait dire à Alain

La force de l'EI, son ossature militaire et son emprise territoriale, est également une faiblesse face à un adversaire déterminé, qui sait dès lors où frapper.

Bauer, par comparaison avec le communisme, que l'EI suit "la voie stalinienne" de la révolution mondiale. "Outre un dispositif structuré et internationalisé, l'EI semble avoir pris comme modèle une synthèse entre le Hezbollah, le Baas et le parti bolchevik. Organisation véritable et pyramidale, faisant régner la terreur en interne et en externe, rassemblant des brigades aguerries (Libyens, tchéchènes, occidentaux,...), la structure est surtout connue pour sa brutalité, notamment contre ses ennemis les plus proches, les militants restés fidèles au dernier carré de dirigeants de ce qui reste d'Al Qaida" ("Les enfants de Zarqaoui", www.huffingtonpost.fr, 13/06/2014).

L'arme terroriste

Dans ce contexte, le terrorisme n'est pas une différence de nature, mais de degré avec les autres actions de l'État islamique, qui utilise déjà la terreur et l'effroi en Syrie, en Irak ou en Libye. Sa particularité est de viser un effet médiatique davantage qu'opérationnel: c'est une "action de groupes clandestins non étatiques commettant des attentats dans un but idéologique sur des cibles symboliques", rappelle le chercheur François-Bernard Huyghe (*Terrorisme, violence et propagande*, Gallimard, 2011). Les objectifs, comme les solutions d'ailleurs, une fois le rapport de force rétabli favorablement par l'État visé, sont toujours politiques, sur le long terme. Le problème ici est que l'objectif est le Jihad puis l'application de la *Charia* sur le continent européen, ce que les gouvernements ne peuvent accepter. D'où la perspective d'un long et douloureux conflit, où le renseignement est primordial. Comme le rappelle le juge antiterroriste Marc Trévidic (*Le Dauphiné*, 16/11/2015): "Nous avons besoin de bras, dans le renseignement, la justice, la police. [...] Quand vous avez un tel potentiel de personnes radicalisées, il faut se mettre à niveau".

Il est désormais attesté que l'État islamique avait donné pour instruction aux candidats jihadistes français et européens de ne plus venir en Irak ou en Syrie, mais d'agir en France et en Europe. L'EI a également menacé d'infiltrer des combattants parmi les nombreux migrants atteignant les côtes européennes. Depuis le mois de janvier 2015, "les autorités françaises n'ont eu de cesse de déjouer des projets à visée terroriste plus ou moins aboutis" (*Le Monde*, 14/11/2015) - certains n'échouant "que par miracle" quand d'autres n'ont atteint qu'une partie de leurs objectifs, comme à Saint-Quentin-Fallavier le 26 juin avec l'assassinat et la décapitation de l'entrepreneur Hervé Cornara. "J'ai acquis la conviction que les hommes de Daesh ont l'ambition et les moyens de nous atteindre beaucoup plus durement en organisant des actions d'ampleur, incomparables à celles menées jusqu'ici, annonçait de façon prémonitoire Marc Trévidic dans un entretien à *Paris Match* (30/09/2015). Les jours les plus sombres sont devant nous". Nous y sommes. ■

Pour aller plus loin: *L'État islamique. Anatomie du nouveau Califat*, par Olivier Hanne et Thomas Flichy de la Neuville, Bernard Giovanangeli Editeur, 191 p., 15 €
"Terrorisme: l'Irak, l'origine de tout. Le laboratoire du siècle", supplément au n°5 de la revue *Conflits* dirigé par Xavier Raufer, 27 p., avril-mai-juin 2015; *Géopolitiques des terrorismes*, sous la direction de Pierre Verluise, *Diploweb.com*, 24/01/2015.

EXTRAIT :

Avoir un minimum de courage... "Nous avons tellement perdu le sens des rapports de force que n'importe quelle violence qui pourrait nous menacer nous rend tremblants. Il faut quand même avoir un minimum de courage: le terrorisme se joue essentiellement dans les esprits et dans les volontés, et les médias se font souvent des 'vendeurs d'angoisse' au lieu d'expliquer les phénomènes. [...] La lutte sera de longue haleine, on ne va pas s'en débarrasser aisément. N'oublions pas que ses racines sont idéologiques, et que depuis les années 1970 certains États, dont l'Arabie saoudite, ont semé le terreau sur lequel s'est largement développé un islamisme de plus en plus radical, de l'Afrique noire à l'Indonésie. Le tout amplifié par l'intervention malheureuse des États-Unis en 2003, qui a complètement marginalisé les sunnites. Aujourd'hui, le sentiment éprouvé par les sunnites d'avoir perdu un pouvoir qui était le leur depuis toujours, sert totalement l'État islamique" (Gérard Chaliand, interview à *Touteleurope.eu*, 07/10/2014, in *Géopolitiques des terrorismes*, *Diploweb.com*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur notes-geopolitiques.com